

Service Risques, Énergie et Climat  
Pointe de Jaham  
BP 7212 – cedex  
97274 Schoelcher

Schoelcher, le 30/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARA raffinerie**

ZI Californie  
BP 436  
97232 Le Lamentin

Références : RI ENV 24.327  
Code AIOT : 0022200044

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 décembre 2024 dans l'établissement SARA raffinerie implanté ZI Californie - BP 436 - 97210 Le Lamentin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection fait suite à celle de 2024 relative au contrôle des ouvrages dans le cadre du plan de modernisation des installations industrielles (PMII).

Ainsi, au titre de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et sur la base de guides techniques professionnels, l'exploitant doit :

- procéder au recensement précis de tous leurs équipements à risque de pollution,
- réaliser un état initial de ces équipements,
- et élaborer et mettre en œuvre des plans d'inspection afin d'effectuer des inspections selon une périodicité établie.

Ces actions concernant aussi bien les réservoirs et génie civil (rétentions, massifs) que les tuyauteries et ponts de tuyauteries faisant l'objet de cette inspection.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARA raffinerie
- ZI Californie BP 436 97210 Le Lamentin
- Code AIOT : 0022200044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA) est autorisée à exploiter, depuis 1969, des installations de raffinage de pétrole sur le site de Californie au Lamentin.

Les installations sont soumises aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 0041214 du 11 mai 2004 modifié. Il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation avec servitudes, classée SEVESO seuil haut et à la directive IED, du fait notamment de ses capacités de fabrication et de stockage d'hydrocarbures et de gaz inflammables liquéfiés.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à sanction
- Suite inspection 2023 sur les tuyauteries et ponts de tuyauteries

**Thèmes de l'inspection :**

- Vieillessement (AM du 04/10/2010) – plan de modernisation des installations industrielles (PMII)

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mise en demeure PMII arrêt réservoir A2	AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 1 et 2	Liquidation partielle d'astreinte	
2	Organisation pour le suivi du vieillissement des installations	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Recensement des équipements (hors mesures de maîtrise des risques)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4 à 6	Demande d'action corrective	2 mois
5	Suivi des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Périmètre des ponts de tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Suivi des ponts de tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Périmètre des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a recensé les ouvrages entrant dans le périmètre du plan de modernisation notamment pour les tuyauteries conformément au guide technique professionnel DT 96. Il a établi pour ceux-ci un état initial et un dossier technique dans son logiciel de suivi des installations, élaboré les programmes et plans d'inspection puis a réalisé les actions correctives consécutives aux contrôles réalisés. Néanmoins ces dernières devront être mieux tracées dans le logiciel.

Par contre, concernant les ponts de tuyauteries, l'inspection invite fortement l'exploitant à hiérarchiser les ouvrages et effectuer le suivi conformément au guide technique professionnel DT 98 en vigueur

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise en demeure PMII arrêt réservoir A2

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, articles 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1 La société anonyme de raffinerie des Antilles (SARA) exploitant une installation de raffinage et stockage de produits pétroliers sise ZI Californie sur la commune du Lamentin, est mise en demeure, à compter du 15 juin 2024, de respecter les prescriptions de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié pour le réservoir de brut A2 et celles de l'article 6 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié pour la cuvette de rétention associé conformément aux guides en vigueur.  Article 2 L'exploitation du réservoir A2 est interdite à compter du 15 juin 2024 au plus tard. Dans l'intervalle, l'exploitant renforce la surveillance quotidienne du réservoir et met en œuvre des contrôles géométriques du réservoir tous les mois. En cas de dérive constatée, l'exploitant prend, sans délai, les dispositions pour mettre en sécurité le réservoir. Il transmet par ailleurs, sous 1 mois, une étude technique concernant la possibilité de vidange du réservoir dans les meilleurs délais pour un stockage du produit contenu dans un autre dépôt (zone Caraïbes ou autre). Dans le cas où une solution est techniquement réalisable dans un délai plus court que celui susmentionné, cette opération est mise en œuvre dans les meilleurs délais.
<b>Constats :</b> L'inspection a noté que le renforcement de la surveillance quotidienne, la mise en œuvre des contrôles géométriques du réservoir tous les mois et la transmission de l'étude technique avaient été réalisés et se poursuivaient conformément aux exigences de l'arrêté. Toutefois, il a été constaté que le réservoir A2 était toujours en exploitation le jour de l'inspection et que, par conséquent, les contrôles au titre du plan de modernisation des installations industrielles objet de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n'avaient pas été engagés. L'exploitant a indiqué que des difficultés d'exploitation et la composition du réservoir A2 (forte proportion de produits légers) avaient conduit au fait que l'échéance fixée par l'arrêté de mise en demeure n'avait pas pu être respectée. L'exploitant poursuit toutefois ses efforts pour être en mesure de vidanger le réservoir au plus tôt.  Au regard des éléments ci-dessus, l'inspection propose de liquider partiellement l'astreinte journalière imposée par l'arrêté du 7 août 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Liquidation partielle d'astreinte

### N° 2 : Organisation pour le suivi du vieillissement des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.
<b>Constats :</b> A l'issue de l'inspection de 2024, il avait été demandé à l'exploitant de compléter son système de

gestion de la sécurité (SGS) pour préciser l'organisation entre les différents services impliqués ou impactés par la thématique "vieillissement des installations". L'exploitant a transmis le document modifié en précisant l'articulation entre le service maintenance et le service d'inspection reconnu. L'inspection note que le SGS (et/ou les procédures/notes qui en découlent) mériteraient d'être complétés pour mettre en exergue les liens avec les autres services (équipes de conduite, équipe sécurité environnement) et décrire la nouvelle organisation adoptée avec l'intégration d'une cellule PMII au sein de la direction maintenance.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant complète sa documentation qualité en prenant en compte les observations susmentionnées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Recensement des équipements (hors mesures de maîtrise des risques)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4 à 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillissement des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 4-1. Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée : [...]  Articles 5-1 à 5-4: Les dispositions du présent article sont applicables : 1. Aux capacités et aux tuyauteries [...]  Article 6 Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que [...] - les cuvettes de rétention [...] - les structures supportant les tuyauteries inter-unités [...]
<b>Constats :</b> A l'issue de l'inspection conduite en 2024 sur le même sujet, il avait été indiqué à l'exploitant que la procédure PC 233_V16 (PLAN D'INSPECTION DES ESS HORS CHAMP D'APPLICATION DE LA RECONNAISSANCE DU SIR) du 22 novembre 2023 mériterait d'être complétée pour préciser le périmètre des équipements suivis au titre du PMII. La procédure n'a pas fait l'objet de modification jusqu'à ce jour. L'inspection renouvelle le constat émis lors de la visite de contrôle précédente. Elle considère que la procédure mériterait d'être complétée (notamment, précision sur le champ de contrôle des tuyauteries, mention des ponts de tuyauterie contrôlés avec fréquence de contrôle, levée de l'ambiguïté sur la terminologie récipients/capacités).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant modifie la procédure susmentionnée au regard des constats formulés lors de l'inspection et rappelés ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 4 : Périmètre des tuyauteries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Identification des tuyauteries
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et....</li> </ol> <p>...</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</li> <li>5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</li> </ol>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Afin de mettre en œuvre le plan de modernisation des installations industrielles pour les tuyauteries, l'exploitant doit être capable d'identifier l'ensemble des tuyauteries du site qui est soumis.</p> <p>La liste des tuyauteries est établie par l'exploitant et intégrée dans le logiciel ORKSOF. L'exploitant informe de la prise en compte de l'ensemble des tuyauteries présentes sur le site car il n'a réalisé aucun zonage de son site industriel permettant de caractériser les tuyauteries à suivre au titre du plan de modernisation au regard de l'impact environnemental.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Suivi des tuyauteries

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités de suivi des tuyauteries</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent... A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le logiciel ORKSOF est l'outil de suivi des installations et notamment du plan de modernisation de ces dernières.</p> <p>Suite à une visualisation de ce logiciel, l'inspection a pu constater par sondage que les états initiaux des tuyauteries y sont intégrés avec les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le plan de localisation de la tuyauterie avec la prise en compte des accessoires de sécurité</li> <li>• les caractéristiques permettant l'identification de l'ouvrage</li> <li>• les rapports de contrôle de l'équipement</li> </ul> <p>Néanmoins, pour certaines tuyauteries (par exemple celles référencées « UCO vers rack », « UCO/RUE7 »), l'état initial a été réalisé entre 2012 et 2014 suite à un rapport d'inspection alors qu'elles avaient été mises en service avant le 1<sup>er</sup> janvier 2011. L'exploitant informe que ces tuyauteries avaient fait l'objet de contrôles internes auparavant malgré le délai tardif de la</p>

formalisation de l'état initial.

L'élaboration et la mise en œuvre du plan d'inspection sont effectuées par le service d'inspection de la SARA (SIR). Par ailleurs, la procédure PROC 233 v.16 du 22/11/2023 «plan d'inspection des ESS hors champs d'application de la reconnaissance du SIR » mentionne le plan et le programme d'inspection pour les tuyauteries conformément au guide professionnel DT 96 en vigueur. L'exploitant a choisi, en l'absence d'utilisation de méthodologie RBI de hiérarchiser l'ensemble des tuyauteries en classe 1 générant une périodicité maximale de contrôle de 60 mois. La réalisation des contrôles non destructifs est effectuée par l'institut de soudure qui dispose de certifications COFREND. Le service maintenance de la SARA est chargé des contrôles visuels de l'état des tuyauteries (et de leurs supportages) pour les éventuels dommages. La nouvelle organisation au sein de ce service avec la mise en place de la cellule PMII permet d'assurer le traitement des actions correctives relatives au plan de modernisation des équipements.

Des contrôles visuels sont aussi réalisés en permanence par les opérateurs de terrain.

En vérifiant par sondage des rapports d'inspection des ouvrages, l'inspection a pu constater des manquements sur la traçabilité des actions correctives mises en œuvre. En effet, celles-ci ne sont pas intégrées dans le logiciel ORKSOFT (par exemple pour la tuyauterie P0541034D8 dont le rapport date du 10/10/2017). Néanmoins, les rondes effectuées par des opérateurs et la présence sur le terrain des agents de maintenance ne permettraient pas de dérive en cas d'actions non mises en œuvre après une mise à disposition d'une tuyauterie.

Les rapports font bien mention de contrôles sur les points singuliers lorsqu'ils existent et des accessoires de sécurité lorsqu'ils sont présents.

Concernant la mise en œuvre de certaines actions correctives et notamment celles relatives au mode de dégradation "corrosion", le délai de réalisation est établi en fonction de l'inspecteur ayant réalisé le constat et du retour d'expérience sur la caractérisation de la vitesse de corrosion de l'équipement. Concernant les autres modes de dégradations, seule est étudiée la corrosion interne sur les tuyauteries de slops mais la périodicité de contrôle de ces tuyauteries n'est pas modifiée en tant que telle.

Un questionnement subsiste sur l'absence de contrôle des soudures. En effet, aucun contrôle par ultrasons utilisant les ondes transversales n'est réalisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra intégrer dans le logiciel ORKSOFT le suivi des actions correctives mises en œuvre lors des préconisations mentionnées dans les rapports d'inspection des équipements. Les modalités de définition des délais de réalisation des actions correctives mériteraient d'être explicitées pour garantir une homogénéité d'approche.

De plus, l'exploitant justifiera de l'absence de contrôle des soudures.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Périmètre des ponts de tuyauteries**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Ponts de tuyauterie

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

....

- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté

.....

**Constats :**

Le SIR informe que les supports de tuyauteries sont contrôlés dans le plan d'inspection des tuyauteries et ne considère pas ces structures dans le périmètre de contrôle du guide

professionnel technique DT 98. De plus, la procédure PROC 233 v.16 du 22/11/2023 « plan d'inspection des ESS hors champs d'application de la reconnaissance du SIR » ne fait aucunement mention de ces ouvrages.

Aucune liste n'est effectuée pour ces ouvrages. Néanmoins l'exploitant dispose d'une liste de supportages de tuyauteries dans son logiciel Orksoft des contrôles sont réalisés. En effet, par exemple le pont de tuyauterie ligne de brut gare racleur vers réservoir est intégré mais le service d'inspection de la SARA indique que cet ouvrage n'entre pas dans le périmètre du champ PMII.

L'inspection rappelle que les équipements à prendre en compte sont les structures supportant les tuyauteries inter-unités ( par exemple les ponts de tuyauteries ou les racks) et dont les tuyauteries présentent les caractéristiques suivantes conformément au guide professionnel DT90 :

- en cas de défaillance la tuyauterie peut entraîner un risque technologique avec un niveau de gravité des conséquences "catastrophique" selon l'échelle de gravité de l'arrêté ministériel PCIG du 29/09/05 ;
- ou celle située sur une zone 4 ou 5 de sensibilité environnementale.

L'exploitant informe que toutes les tuyauteries du site étant suivies dans le cadre du plan de modernisation des installations tous les 5 ans, la fréquence de contrôle des ponts de tuyauteries devrait être alignée pour des raisons de praticité du contrôle (donc in fine, application d'une fréquence plus contraignante que celle fixée par le guide DT 98).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant établit la liste des structures supportant les tuyauteries inter-unités pour les tuyauteries visées par le plan de modernisation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Suivi des ponts de tuyauteries**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle des ponts de tuyauteries

**Prescription contrôlée :**

.....

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage. L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

**Constats :**

La procédure PROC 233 v.16 du 22/11/2023 « plan d'inspection des ESS hors champs d'application de la reconnaissance du SIR » établissant le programme d'inspection et le plan d'inspection des ouvrages, ne fait pas mention de ponts de tuyauteries. Tous les contrôles effectués sur les ponts de tuyauteries et intégrés dans le logiciel ORKSOFT datent de juin 2023.

L'inspection a procédé par échantillonnage au contrôle de certaines structures supportant des tuyauteries. L'état initial a été effectué à partir des interventions réalisées. Néanmoins, la fiche descriptive ne présente pas la hauteur libre sous l'ouvrage, la catégorie de l'ouvrage, ni la nature de la protection anti-corrosion.

Le dossier technique indique certaines informations comme le type de structure, les plans mais aucun élément ne figure sur les notes de calcul ou l'étude géotechnique.

Ainsi en l'absence de classement de l'ouvrage (catégorie I ou II), aucune périodicité n'est fixée pour les visites de surveillance de ces derniers. L'inspection peut noter que des contrôles sont réalisés avec une périodicité de 4 ans (par exemple l'ouvrage 050RACK07 A pont de tuyauterie du PPC vers URV ou l'ouvrage 05 pont de tuyauteries rue D vers 31H001).



En procédant par sondage, l'inspection constate que le classement des désordres n'est pas effectué conformément au guide technique professionnel DT 98 en vigueur. Cela influe fortement sur le délai de réalisation des actions correctives. En effet, pour l'ouvrage "05 pont de tuyauteries rue D vers 31H001", un désordre a été classé en D2 (désordres légers avec nécessité d'entretien spécialisé) pour absence d'écrou et remplacement d'ancrage, alors qu'en suivant le guide DT 98, ce désordre aurait dû être classé a minima en D3 (structure dégradée, sans risque grave à brève échéance) voir D3P (structure dégradée, avec actions correctives à mener en priorité) avec pour ce dernier des actions correctives sous 6 mois.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant hiérarchisera les catégories de ces ponts de tuyauteries afin d'établir le plan d'inspection et le programme d'inspection adéquats. Par ailleurs la procédure PROC 233 devra être complétée pour prendre en compte ces structures. De plus, il établira la fiche descriptive et le dossier technique conformément au guide professionnel DT 98 en vigueur.

L'inspection invite fortement l'exploitant à vérifier l'ensemble des classes de ces ouvrages en fonction du classement des désordres afin de ne pas sous-estimer le délai de réalisation des travaux à effectuer.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois